

Zones à risques : l'enjeu de l'eau septembre 2006

L'eau est souvent considérée, spécialement depuis la fin de la guerre froide, comme un facteur de conflit. L'eau potable est une ressource qui s'épuise rapidement, et qui est absolument indispensable. L'analogie avec le pétrole a donc été rapidement proposée : le XXI^e siècle serait celui des guerres pour l'eau. La situation géographique de la principale zone à risque (Moyen-Orient) ajoute aux tensions : il s'agit en grande partie de régions désertiques ; l'agriculture y consomme 90% de l'eau potable disponible (moyenne mondiale : 70%) ; la population y augmente rapidement (3% par an). De plus, Israël consomme cinq à six fois plus d'eau que ses voisins arabes. Ainsi, la lutte pour le contrôle d'une ressource vitale se raréfiant constitue *a priori* un scénario logique.

Cependant, le pétrole et l'eau obéissent à des logiques différentes. En premier lieu, contrairement au pétrole, le problème de l'eau ne repose pas dans sa rareté (la quantité d'eau sur Terre est constante), mais dans sa répartition. En second lieu, la valeur d'échange de l'eau est faible, à l'inverse du baril de pétrole. Historiquement, on constate que les tensions liées à l'eau s'inscrivent dans des schémas géopolitiques plus larges (frontières, perception de la menace, priorités de développement, etc.).

Le dénouement des tensions sur l'eau sous-entend donc une coopération loyale entre les pays impliqués ; on comprend aisément que ce prérequis est particulièrement difficile à obtenir dans des régions comme le Bassin du Jourdain. Trois zones de tensions liées à l'eau sont observables : la frontière mexicano-américaine, le Moyen-Orient au sens large (de l'Égypte jusqu'à la Turquie), et la frontière indo-pakistanaise.

Les caractéristiques du problème de l'eau

Les pénuries en eau sont l'agrégation d'une quantité insuffisante à une qualité inférieure à celle attendue. En outre, la question de l'eau prend une dimension prioritaire pour les zones concernées, dans la mesure où ces zones vivent de l'agriculture (sauf les EU ; mais ceux-ci ne veulent pas la sacrifier, ce qui fait de cette question une priorité pour eux également), et y consacrent la majeure partie de cette eau.

La pression sur les ressources aquifères est augmentée par un autre facteur : la démographie. Les pays en développement supportent la majeure partie de cet accroissement. Le Moyen-Orient a un taux d'accroissement naturel de 30%. Israël suit une croissance démographique occidentale (16%), mais soutient une politique d'attraction de la diaspora juive mondiale. Ainsi, la population et les surfaces irriguées ont été multipliées par six depuis 1949, réduisant les réserves du Bassin du Jourdain. De plus, l'augmentation du niveau de vie augmente la consommation d'eau. Ce constat est vérifié avec Israël, dont la consommation est plusieurs fois supérieure à celle de ses voisins arabes, ce qui pousse l'État juif à acheter de l'eau à la Turquie. De manière générale, l'accroissement du taux de population urbaine dans la population totale augmente la consommation d'eau.

Des politiques sous-optimales

Cette agriculture est particulièrement gourmande en eau, puisque les trois régions étudiées ont recours à l'irrigation : les EU, l'Inde et le Pakistan représentent presque 50% des surfaces irriguées. Dans les régions en développement, les techniques d'irrigation sont rudimentaires, ce qui entraîne des taux de rendements aux environs de 40%. Aux EU, l'abondance d'eau venant du Colorado entraîne un gaspillage réduisant le rendement d'une irrigation moderne. Au Moyen-Orient, pour une production trois fois inférieure en valeur, il faut trois fois plus d'eau. Au Pakistan, un tiers du débit de l'Indus est dérivé pour irriguer les cultures cotonnières, asséchant de larges parts de la province du Sind. De plus, les fuites du système d'irrigation atteignent 40% du volume d'eau détournée. Le règlement de la

question de l'eau représente un véritable défi pour Karachi, alors que 160M d'habitants vivent de l'agriculture, et que les rebellions islamistes cherchent à tirer profit des faiblesses du gouvernement pour s'imposer.

En dépit du fait que les régions étudiées soient parmi les plus arides du monde, le gaspillage est croissant, y compris dans les pays vivant au bord de la pénurie d'eau. Plusieurs raisons sont à évoquer. En premier lieu, la production de cultures inadaptées aux milieux arides, particulièrement aux EU, en Israël, et dans la péninsule arabique (culture de blé dans le désert). En second lieu, la politique nataliste et colonisatrice de certains pays du Moyen-Orient (Égypte, Syrie, Israël) représente un véritable gouffre à eau potable (exploitation des réserves souterraines). En troisième lieu, des infrastructures agricoles archaïques sont à remettre en cause : en plus d'entraîner un gaspillage important, elles contribuent à polluer les réserves d'eau potable. En Inde, l'agriculture intensive pousse les fermiers à puiser dans les ressources souterraines.

Les tensions nées de la rareté de l'eau

Au cours des conflits apparus dans les zones étudiées, les installations d'eau ont régulièrement été prises pour cibles : par la destruction, l'assèchement en amont d'un cours d'eau, etc. Au cours des escarmouches israélo-arabes, les canaux et les barrages ont souvent été la cible des protagonistes (1967, 1970, 1982). En 2000, E. Barak se dit prêt à faire des concessions à propos de l'occupation du Golan si la Syrie assure l'approvisionnement d'Israël en eau. En 1965, l'Inde a essayé d'assécher le Pakistan. Or, l'usage de l'eau par un pays entraîne nécessairement l'exclusion d'un ou plusieurs autres pays.

L'Histoire nous montre que la seule véritable guerre de l'eau a eu lieu en Mésopotamie il y a 4 500 ans. La majorité des tensions interétatiques liées à l'eau ont été résolues par des traités, alors même que ces pays sont toujours en conflit (Inde/Pakistan, conflit israélo-palestinien). Sur les 1 831 interactions liées à l'eau, au cours des cinquante dernières années, sept ont donné lieu à des guerres ; 1 228 ont abouti à des mesures de coopération.

Les revendications liées à l'eau cachent souvent des revendications identitaires. Ainsi, les ressources hydriques du Cachemire sont instrumentalisées pour justifier les revendications nationalistes de l'Inde et du Pakistan. Pour Israël, la sécurité passe avant tout par le contrôle de l'eau. Les EU réclament de l'eau au Mexique en vertu d'un accord de 1944, alors qu'ils épuisent le Colorado et que le débit du Rio Grande est fortement diminué. En définitive, le principal facteur de conflits interétatiques est le lien psychologique (irrationnel) d'une société à la ressource ; si celle-ci est considérée comme indispensable à l'intégrité de la nation, et menacée par un voisin, cette ressource deviendra un facteur évident de tension. La question de la perception de la menace est ici fondamentale, au-delà de la réalité de la menace.